

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Une dissonance inquiète

Régine Robin

Volume 50, numéro 4 (286), décembre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/63779ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Robin, R. (2009). Une dissonance inquiète. *Liberté*, 50(4), 58–86.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2009

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

UNE DISSONANCE INQUIÊTE¹

Je suis assise à mon bureau. Dehors, la grosse neige qui n'en finit pas de tomber. Le jour se traîne, et le ciel bas et lourd continue à peser comme un couvercle. Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver. Air connu, mais, je ne sais pas pourquoi, aujourd'hui il m'importune. Je n'ai plus envie de jouer. Ce n'est pas l'hiver qui est le plus dur à supporter. Il est peut-être temps de m'interroger sur ce que, depuis plus de trente ans, presque trente-cinq, selon l'expression consacrée, « je fais ici », et pourquoi la greffe n'a pas réussi, la mayonnaise n'a pas pris. Prenez les images que vous voudrez.

J'ai beaucoup écrit sur le Québec, à commencer par mon roman *La Québécoite*, mais aussi quelques articles, communications de colloques auxquels j'avais été invitée. La plupart du temps, sous la pression d'une « intimidation douce », je me suis abstenue, me plongeant pour de longues années dans les écrits de Kafka, dans l'érudition que nécessitaient mes recherches sur l'Allemagne, sur Berlin avant et après la chute du mur. J'ai aussi consacré beaucoup de temps à la mise en avant de la mémoire collective un peu partout à travers le monde, au mémoriel, à ce que Pierre Nora a appelé « les lieux de mémoire »,

1. Ce texte est un extrait d'un ouvrage à paraître en 2010 aux éditions Boréal.

mouvement mortifère quand il s'hystérise et s'absolutise. *No Future, Then a Past!* Un dernier sujet m'a aussi retenue de longues années, celui du devenir de certaines mégapoles mondiales auxquelles j'ai consacré mon dernier livre². Je l'ai écrit avec bonheur, avec passion, mais il est vrai que de longs séjours dans ces villes m'ont tenue éloignée des événements qui avaient le Québec pour cadre.

Après toutes ces années, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal, professeur associé au Département de sociologie, j'éprouve le besoin de faire le bilan des possibilités extraordinaires qui me furent offertes ainsi que des obstacles que j'ai pu rencontrer dans la société québécoise et en particulier dans ses cercles d'intellectuels.

Ce texte cependant n'est en rien une autobiographie, même pas au sens où l'entend Magritte dans son célèbre tableau. Il ne s'agit pas non plus d'un itinéraire intellectuel. Je veux tenter d'expliquer, de m'expliquer à moi-même, pourquoi je n'ai pu m'épanouir pleinement ici, quel est l'ensemble des déterminations qui ont conduit à un certain blocage, qui a fait que je ne me suis jamais sentie «chez moi» au Québec. Cet écheveau complexe de causalités diverses sera par définition incomplet, incertain, précaire. Cet exercice me semble cependant indispensable, et je m'y livre avec le sérieux qu'une auto-analyse requiert. Je ne règle pas mes comptes avec le Québec. Il m'a beaucoup donné, et j'éprouve la plus grande joie à vivre à Montréal une bonne partie de l'année. Montréal est une de mes villes, et le charme de ses ruelles, de ses escaliers extérieurs, de ses quartiers et de ses parcs me paraît inépuisable. J'ai simplement l'impression que mes réflexions, au-delà de la subjectivité qui les marque, pourraient être utiles, s'ajouter à d'autres pour penser le devenir pluriel de nos sociétés. Nombre de livres ont été écrits sur le thème, j'ai moi-même pris part à ce débat, mais de façon décalée. Mes allers-retours entre Paris et Montréal, entre Paris et Berlin, entre Montréal, New York et Los Angeles, mes pérégrinations à travers quelques immenses villes du monde, toutes aux prises avec une immigration massive qui n'est pas simplement de passage, diasporique ou temporaire, les recompositions des identités, les fragmentations du tissu social ont nourri depuis mes réflexions.

Comment s'intégrer ici, et à quoi voulait-on que je m'identifie? (On laissera tomber les subjonctifs imparfaits de rigueur, si vous le

2. Régine Robin, *Mégapolis. Les derniers pas du flâneur*, Paris, Stock, 2009, 408 p.

permettez.) À la langue ? Mais c'était déjà fait ! Des équivoques, des ambiguïtés, des malentendus partout, tout le temps ! Qu'est-ce qu'un Québécois ? Tous les habitants du Québec, mais il y en a qui sont plus Québécois que d'autres. Qu'est-ce qu'un francophone ? Rien de plus simple en apparence. Je suis francophone au sens courant du terme, même si ma langue maternelle, la langue de ma mère, n'est en rien le français mais le yiddish, une langue germanique avec nombre de mots et de tournures hébraïques et slaves, langue qui fut celle de la majorité des Juifs d'Europe centrale et d'Europe orientale et qui fut assassinée en même temps que ses locuteurs par la barbarie nazie. Mais qui est francophone ici ? Ceux qui ont le français comme langue maternelle ? Dans ce cas, seuls les Québécois d'origine canadienne-française, les Français de langue maternelle française, les Belges wallons, les Suisses romands et quelques autres le sont. Mais que faire des gens comme moi ? Je n'ai quasiment jamais parlé français chez mes parents, et ce, jusqu'à leur mort dans les années 1970. Que faire des Algériens, des Marocains, des Tunisiens qui sont bilingues même si souvent — pas toujours — l'arabe ou le berbère est leur langue maternelle ? Que faire des Sénégalais qui ont le wolof comme langue maternelle, mais le français comme langue seconde, et que faire des Haïtiens qui sont nombreux à avoir à la fois le créole et le français comme langue ? S'agit-il de ceux qui parlent français chez eux ? Mais là encore il s'agit d'une catégorie réductrice qui ne rend pas compte de la complexité de la réalité. J'ai des amis originaires d'Amérique latine qui parlent espagnol ou portugais chez eux, entre eux et avec leurs enfants. Ils sont parfaitement francophones dès qu'ils quittent leur foyer, comme je l'étais à Paris dès que je sortais de la maison. C'est sans doute un indice important de parler français chez soi, mais indice de quoi ? La langue d'usage et la langue de travail seraient déjà plus intéressantes, la langue qu'on parle dans l'administration, à la poste, à la banque, chez son dentiste, son comptable, au restaurant, au « dépanneur », au travail. Sous cet angle, je suis bien francophone, mais il y a des équivoques qu'il me faut dissiper. La plupart du temps, sous la plume des politiques et des chroniqueurs, voire des sondeurs, être francophone, cela signifie être Québécois d'origine canadienne-française. Que veut dire Parizeau quand, après le référendum de 1995, il dit que 60 % des francophones ont voté « oui » ? A-t-il les statistiques des langues sous les yeux ? Je crois que je ne fais même pas partie, à ses yeux, des 40 % qui ont voté « non ». Je ne me reconnais pas dans cette catégorie de « francophone » telle qu'il l'utilise. C'est

pourquoi, il y a quelques années, j'avais écrit dans la revue *Tangence* un article intitulé : « L'écriture d'une allophone d'origine française³ ». Il s'agissait de tout autre chose que d'une boutade de ma part.

Que faire des « anglophones » dont beaucoup sont bilingues, même avec un accent ? Je me souviens d'avoir vu à la télévision un ancien député péquiste qui s'inquiétait à l'idée que les anglophones puissent devenir bilingues et s'exprimer en français avec, de surcroît, l'accent québécois : « On ne saurait plus qui est qui », avait-il affirmé dans l'embarras. J'en suis restée comme deux ronds de flan. Que veut dire « qui est qui » ?

Être une « outsider » est un destin difficile que j'assume tant bien que mal. On aura compris que la recherche de ces déterminations lourdes ne constitue pas de ma part une excuse pour ma position de « marginale », exclue par définition puisque « antinationaliste ». Quand le rapport Bouchard-Taylor a été rendu public, au moment où Gérard Bouchard le présentait, Nathalie Petrowski l'a entendu dire : « Mais reste que, durant cette crise de la perception, nous sommes peut-être arrivés, en tant que société, au point d'un vrai dérapage. » Elle voit rouge et termine sa diatribe par les mots suivants : « Pour ma part, en ma qualité de fille d'immigrants parfaitement assimilée à l'espace identitaire québécois, je trouve que ce rapport placé sous le signe de l'ouverture est en effet ouvert à tout le monde, sauf aux Québécois d'origine canadienne-française⁴. » Voulait-on que je m'intègre de cette façon, en répétant ces poncifs éculés ? On me permettra de penser qu'il y a d'autres façons de vivre ici, non « parfaitement assimilée à l'espace identitaire québécois », itinéraires sans doute plus solitaires et plus douloureux, mais qui maintiennent à vif l'esprit critique et tout simplement la capacité de penser. Mon ami Marc Angenot m'a fait un jour la remarque suivante, alors que je me plaignais de notre isolement, malgré notre « surface sociale » à l'étranger, notre renom, nos publications, nos prix et nos subventions de recherche : « Tu sais, tous les deux, nous sommes comme un vieux rafirot battant pavillon libérien perdu au milieu de l'océan Atlantique. » Cette image continue à me hanter...

Il est temps de revenir à ma quête des déterminations qui ont rendu mon intégration difficile.

Première détermination, mon arrivée tardive.

3. Régine Robin, « L'écriture d'une allophone d'origine française », *Tangence*, n° 59, « Écrivains d'ailleurs », 1999, p. 26-37.

4. Nathalie Petrowski, « Des gens d'entendement », *La Presse*, 23 mai 2008.

Je suis arrivée ici à 35 ans, femme faite, comme on dit. J'avais été mariée une première fois, j'étais mère de famille, j'avais eu une carrière universitaire brillante, j'étais titulaire de l'enseignement supérieur à Paris-X Nanterre et avais déjà publié deux livres. J'étais donc bardée de diplômes en arrivant ici, et souvent on me demandait : « Mais qu'est-ce que vous venez faire ici ? » compte tenu que, dans l'esprit de mes interlocuteurs, seuls des Français qui ne pouvaient faire carrière en France venaient au Québec. Cela me laissait pantoise, et je faisais ainsi connaissance avec la complexité identitaire des Québécois, leur complexe d'infériorité et leur rapport d'admiration-détestation à la France, qui est tout sauf une relation apaisée.

Je suis née à Paris. La Seconde Guerre mondiale venait à peine de commencer. J'ai survécu à cette horrible guerre. C'est à Paris que j'ai fréquenté une merveilleuse école primaire et, plus tard, j'y ai fait toutes mes études. Mon imaginaire est celui d'un « titi parisien » des quartiers populaires, de Belleville Ménilmontant durant les années 1950, puis d'une adolescente et d'une jeune femme des années 1960. C'est comme jeune assistante à l'université de Nanterre que les événements de Mai 68 m'ont saisie, dans l'œil même du cyclone. Le fait d'être arrivée tard ici joue sans doute un rôle fondamental. Mes habitudes mentales avaient pris un certain pli et, même si j'étais prête à tenter une nouvelle aventure, fondamentalement, ma souplesse et ma faculté d'absorption n'étaient pas infinies. Il faut dire que quitter Paris n'était pas pour moi une mince affaire. J'adore Paris. J'habitais rue Mouffetard, une rue pittoresque du 5^e arrondissement que j'aimais arpenter, une petite rue avec son marché aux herbes, ses bistrotts et sa population bigarrée dans un quartier en voie de *gentrification*. Seuls des drames dans ma vie personnelle et la promesse d'un nouveau départ m'ont conduite à m'en éloigner, à rechercher, sans doute, l'Amérique des recommencements, le mythe américain, version canadienne. Mais, précisément, je venais au Canada. Je ne savais à peu près rien du Québec, sauf qu'on y parlait un drôle de français et qu'il faisait froid l'hiver. Quelques années plus tard, presque dix ans plus tard, je devins Canadienne. Je me souviens du jour où j'ai été convoquée au complexe Guy-Favreau. Un juge me posa d'abord quelques questions sur le pays, sa capitale, le nombre de provinces et de territoires ainsi que le nom du premier ministre. Jusque-là, pas de problème. Puis vint le moment du serment à la reine. Je plaisantai : « Pour une Jacobine française comme moi, c'est difficile. » « Ah oui ! »

s'exclama le juge, « en effet, mais c'est la procédure. Vous savez que la reine est le chef de l'État et elle est représentée au Canada par le gouverneur général. » Je savais et ne savais pas. « Ah bon ! » murmurai-je. La reine était sur les timbres et les billets de banque, mais au-delà... Je ne sais pas si je voulais faire durer le plaisir, je demandai : « Est-ce que je peux prêter serment sur *À la recherche du temps perdu* ? » Le juge, qui était plus fin que moi, plissa les yeux et me dit : « Avez-vous le livre avec vous ? » Hélas ! J'avais laissé le premier volume de l'œuvre de Proust sur mon bureau à l'UQAM. J'étais désolée. « Alors, on va procéder comme on le fait d'habitude. Les gens prêtent serment sur la Bible. » Je ne voulais que l'Ancien Testament. Le juge, un peu excédé, demanda à un appariteur de lui trouver la Bible « en deux morceaux ». Bref, après bien des démêlés qui firent sourire le juge, je prêtai serment à Sa Majesté sur « le morceau » de l'Ancien Testament, à la reine Elizabeth II, devenue en quelques secondes ma reine également. *So what !* J'avais jusque-là un président de la République, mon passeport et ma carte d'identité français, il y aurait en plus la reine et un autre passeport. Je n'y ai vu aucune matière à scandale et je vis depuis en bonne intelligence avec la vieille dame. Ma fille et ma petite-fille vivent à Londres, si bien que, d'une certaine façon, nous nous partageons la reine. Il est vrai que je la connaissais depuis le jour de son couronnement le 2 juin 1953. C'était un mardi. L'événement était télévisé, mais le seul à avoir la télévision dans ce quartier ouvrier parisien où nous habitions était un de mes oncles. Toute la rue défilait chez lui. Nous avions tous droit à dix minutes, puis il fallait céder sa place. C'était la première fois que je voyais la grosse boîte de bois clair avec l'image miracle qui s'en échappait. Heureusement, il fit une exception pour moi, et je pus rester longtemps sur mon coin de canapé à la voir arriver en carrosse, avancer dans l'abbaye de Westminster, et se faire couronner. Elle m'apparut si jeune, si rayonnante dans sa robe avec son immense traîne et tous ses diamants, sa couronne ! Je restai captivée. Je ne pouvais imaginer alors que la gamine de treize ans que j'étais retrouverait Sa Majesté beaucoup plus tard et que je lui jurerais fidélité. Le récit que je faisais de ma prestation de serment, la mise en scène qui était la mienne, provoquait le fou rire de tous mes amis à Paris. Pourtant, alors que j'étais entrée dans le cabinet du juge en croyant que la citoyenneté canadienne ne serait qu'une formalité destinée à me simplifier la vie quotidienne et universitaire, surtout à me donner le

droit de vote, j'en suis sortie émue aux larmes, bouleversée, tenant à la main le précieux certificat servant d'attestation. Ce pays serait désormais aussi le mien.

Je me suis fait beaucoup d'amis ici, tous, sauf exception, des étrangers : des Français de Paris et de province, des Marocains ayant quitté le pays au moment des indépendances et qui s'étaient établis ici après quelques années passées à Paris, des Belges, des Suisses, des Allemands, et des Américains qui avaient fui la guerre du Viêt-Nam, des Latino-Américains réfugiés politiques ou non. Quand je dis « des étrangers », il faut s'entendre. La plupart avaient la citoyenneté canadienne ou étaient sur le point de l'obtenir, mais, et c'est bien cela le paradoxe, ils n'en étaient pas moins étrangers au Québec à des titres divers. Il nous fut infiniment plus facile de nous sentir Canadiens que Québécois. À tort ou à raison, l'identité canadienne nous paraissait essentiellement civique. Elle n'impliquait pas une énorme épaisseur historique, un poids de mémoire à la semelle de ses souliers. Elle n'était pas vide, contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, mais assez évidée pour qu'on puisse y glisser ses propres fantasmes, ses propres souvenirs, ses propres projets, son rêve nord-américain. J'ai commencé à m'intéresser à ce Canada, ce pays qu'on dit sans qualité, si invisible dans le discours social sauf pour le dénigrer ou le honnir. J'ai cherché à savoir ce qu'était ce pays si immense, à demi désert quand on ne « voit » pas les Amérindiens et les Inuits, ce bloc de neige et de glace avec sa longue bande utile de 5 000 kilomètres le long de la frontière des États-Unis, si étendue, ce pays impossible qui semblait fait pour moi, dans la mesure où, dans mes travaux de théorie littéraire et mes textes de fiction, j'ai toujours postulé un « hors-lieu », un vide identitaire. Le Canada, parfaitement ! Ne faites pas cette tête !

Les Rocheuses par exemple, qui provoquent l'ironie des intellectuels indépendantistes québécois. Mais oui, les Rocheuses ! J'entends qu'elles restent miennes ! J'aime la beauté de diamant du lac Louise, le pittoresque de Banff, le grandiose des chaînes de montagnes. J'ai pris le petit train qui part de Calgary et arrive le lendemain soir à Vancouver. Il fait du 50 km à l'heure au maximum. On s'arrête pour la nuit à Kamloops, au milieu des Rocheuses, et on repart le lendemain matin, remontant le cours de la *Fraser River*. C'est une merveille de couleurs, d'odeurs, un éblouissement perpétuel. Et Vancouver ! Quand on arrive, par avion, et qu'on voit les escarpements, les forêts gigantesques qui tombent dans le Pacifique,

cela vous prend aux tripes. Vancouver est une ville lointaine qui me faisait rêver quand j'étais petite, peut-être à cause de son nom que je décomposais facilement en Vents-couverts, ou Vent-Cou-Vert. À tout le moins, il y avait du vent, la couleur verte et quelque chose de caché. J'aime la ville et son mystère, sa pluie tenace, son Chinatown et l'idée qu'en face, loin, très loin, il y a l'Asie, la vraie. J'aime aussi les immenses ciels des Prairies quand rien ne vient barrer l'horizon, les ondulations des champs à perte de vue. J'ai des amis à Winnipeg, où le récit des grandes grèves de 1919 est encore vivace. J'en ai aussi à Saskatoon. Du côté des Maritimes également, de fortes émotions ! La gentillesse des Acadiens, leur forte littérature et les paysages nacrés de bord de mer. Ils ne m'apparaissaient pas comme « des cadavres encore chauds ». Loin de là ! Et l'Ontario plein de lilas à la belle saison, et Toronto ! Au début, on me disait que c'était une ville sans intérêt, qu'on ne pouvait pas y boire d'alcool, que la vie culturelle y était inexistante, qu'elle ne soutenait pas la comparaison avec Montréal. C'était dit avec une superbe, une arrogance incroyable. Quelques années après ces fadaises, Toronto est la mégapole du Canada, une très grande ville cosmopolite, incroyablement vivante et diversifiée, multiple, avec ses grandes universités, son festival du cinéma qu'on lui envie, ses quartiers colorés. On y entend toutes les langues, même si, en même temps, tout se passe en anglais, bien entendu. Je me suis intéressée à ce qui fait « tenir » ce pays, les liens lâches que les provinces (des quasi-États) entretiennent avec l'État central dit fédéral, sa Constitution, sa fameuse Constitution rapatriée de Londres en 1982, que le Québec n'a pas ratifiée, sa Charte des droits et libertés, sa Cour suprême. J'ai essayé de comprendre son « multiculturalisme » proclamé dès 1971⁵, et ce que cela signifiait au plan du lien social, d'autres façons de faire lien en dehors de la fusion. Invisible pays ! Non que, sur un globe terrestre ou un atlas, il n'occupe une place importante, mais, au nord des États-Unis, il semble se confondre avec les immenses étendues glacées du pôle. Il n'existe tout simplement pas. Parle-t-on d'un acteur célèbre ? Il est Américain. En fait, il se pourrait qu'il soit Canadien, mais le succès qui l'a consacré, la plupart du temps à Hollywood, en fait pour l'imaginaire un Américain. Parle-t-on d'un artiste, d'un peintre, d'un architecte ? On le désignera par son pays d'origine en ne mentionnant jamais qu'il est Canadien. Celui qui a remporté le concours pour l'opéra

5. Depuis 1971, toutes sortes de modifications ont été apportées au cadre général, comme la Loi sur le multiculturalisme canadien de 1988 et de 1997.

Bastille à Paris est Carlos Ott. Il sera Uruguayen, au mieux Canadien-Uruguayen, mais jamais Canadien tout court. Il en est de même des écrivains, que l'on ne connaît pas, du reste. Mavis Gallant ? Mais elle vit à Paris. Alice Munro ? On commence seulement à la lire en français. Qui connaît Robertson Davies et Margaret Laurence ? On est déjà plus familiarisé avec Margaret Atwood, mais tout juste ! Qui connaît les peintres, le Groupe des Sept ? Invisible cinéma ! Il a fallu des David Cronenberg, des Atom Egoyan pour qu'il se mette à exister. On se souvient de cet incident célèbre. Au moment de la remise des trophées Génie décernés à Toronto par l'Académie du cinéma canadien en décembre 1992, Nathalie Petrowski (encore elle) proteste parce que ce n'est pas *Léolo* de Jean-Claude Lauzon, mais *The Naked Lunch* de David Cronenberg qui obtient le prix. Elle soutient que les anglophones ont voté massivement « pour un des leurs plutôt que de reconnaître que le seul cinéma intéressant qui se fait dans ce pays se fait au Québec ». La lettre de protestation envoyée par Connie Dilley Tadros, ex-rédactrice en chef de *Cinema Canada*, et publiée dans *La Presse* du 15 décembre 1992 mérite d'être longuement citée et se passe de commentaires :

Que fait madame Petrowski des Atom Egoyan, Bruce MacDonald, Patricia Rozema, Guy Maddin, Peter Mettler et j'en passe ? Croit-elle vraiment qu'il n'y a qu'au Québec que le monde soit beau et capable ? Et a-t-elle jamais considéré que d'autres facteurs que la langue aient pu influencer le vote ? Imaginons que, de l'avis des membres de l'Académie, tous professionnels du cinéma, *Le festin nu* [*The Naked Lunch*] était simplement le meilleur film ? Le reconnaître ne diminue en rien ses concurrents québécois, *Léolo* de Jean-Claude Lauzon en premier. Mais il y a pire. Madame Petrowski feint d'ignorer l'histoire. Rafrâchissons sa mémoire. Trois fois, au cours des cinq dernières années, des films québécois ont remporté le Génie du meilleur film : *Jésus de Montréal* (1990), *Un zoo la nuit* (1988), *Le déclin de l'empire américain* (1987). Si on ajoute *Robe noire*, grand gagnant en 1991, tourné au Québec et porté par le jeu de Lothaire Bluteau, la moyenne n'est pas si mauvaise. À ce que je sache, les rapports démographiques n'ont pas varié en cinq ans. À mon avis, l'aspect le plus désolant de cet article, c'est que madame Petrowski y fait appel aux sentiments les plus primaires. Une fois de plus, « c'est la faute aux Anglais⁶ ».

6. Voir Régine Robin, « L'impossible Québec pluriel : la fascination de "la souche" », dans Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest (dir. éd.), *Les frontières de l'identité : modernité et postmodernisme au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 295-310.

Parions que Nathalie Petrowski pensait vraiment ce qu'elle écrivait, simplement parce qu'elle ignorait tout du Canada. Elle n'est pas la seule. Les propos que je tiens sur le Canada ne sont en rien naïfs ou « jovialistes », comme on dit ici, et au moment où j'écris c'est un gouvernement assez exécrationnel qui est installé à Ottawa. Mais cela n'aura fait qu'un temps. Je connais son histoire, celui de l'impérialisme britannique, celui de cet héritage raciste à l'égard des communautés autochtones et des Canadiens français. Ni le rapport Durham, ni 1837, ni 1840, ni la pendaison de Louis Riel ne m'ont échappé. Je sais aussi comment, un siècle après la fondation de la Confédération, ce pays se complexifie et se démocratise, comment, à partir des années 1960-1970, une nouvelle gestion de la complexité identitaire du pays se met en place et se développe non sans d'immenses tensions, je sais tout cela. Il y aurait tant de luttes sociales à mener à l'échelle canadienne, si le nationalisme québécois n'empêchait pas une gauche digne de ce nom d'exister. Faire comme si, à l'heure actuelle, le Québec était une « colonie » du Canada, de l'Empire britannique, comme si les Québécois étaient opprimés, malheureux, comme s'ils ne pouvaient pas s'épanouir, comme si l'histoire s'était arrêtée aux plaines d'Abraham, en attente d'un nouvel avènement, c'est développer un discours de ressentiment, de victimisation, qui a peu de rapports avec la réalité, et actualiser une mémoire mortifère qui, heureusement, ne correspond pas à celle de la majorité des Québécois. Ce pourquoi, aux yeux des nationalistes, il faut perpétuellement, selon la célèbre formule de Brecht, « changer de peuple ».

Du Québec également, j'avais tout à apprendre. Une fois que j'allais voir une amie qui habitait en bordure du parc Lafontaine, je pris un taxi et donnai l'adresse en précisant : parc Jean-de-La Fontaine, s'il vous plaît. Le chauffeur, très aimablement, délicatement, me fit savoir qu'il ne s'agissait pas de Jean de La Fontaine mais de Louis-Hippolyte Lafontaine, homme politique québécois du XIX^e siècle. Je me confondis en excuses durant toute la durée du trajet sous le regard narquois du chauffeur dans le rétroviseur. Au moment de payer, comme je lui laissai un bon pourboire, il me salua et me dit : « Nous avons aussi une histoire ici, souvenez-vous-en. » Je me le tins pour dit, mais je n'arrivais pas à lire convenablement le nom des rues. Je projetais un autre nom sur celui que je voyais. C'est ainsi que j'ai longtemps appelé la rue Jeanne-Mance rue Jean-Macé, tout en me demandant ce que ce fondateur de la ligue de l'enseignement qui a inspiré les lois Jules Ferry sur l'école gratuite, obligatoire et laïque

de l'école française venait faire dans cette galère. Je m'avisai, quelques moments plus tard, qu'il s'agissait de la rue Jeanne-Mance. Nous étions dans la geste des héroïnes fondatrices plus conformes à « la philosophie du département », pour parler comme Jules Vallès.

En tant qu'historienne, cependant, j'avais donné des cours sur la guerre de Sept Ans, la défaite française de 1759, le traité de Paris de 1763. Je connaissais, en spécialiste de l'Ancien Régime à l'époque, la faiblesse de la France, la mort de Montcalm, la déroute de Dupleix aux Indes. Cela faisait partie de la grande politique internationale, la lutte pour l'hégémonie des mers et du monde, l'irrésistible ascension de la Grande-Bretagne que même Napoléon ne réussira pas à arrêter, domination qui allait durer jusqu'à la Première Guerre mondiale, et il me paraissait logique que la monarchie aux abois, sur les conseils de Choiseul, eût préféré garder les « îles à sucre » plutôt que ces arpents de neige à peine peuplés. Je savais tout cela, je l'enseignais même. Histoire abstraite ! Heurts des impérialismes ! Il n'y avait pas de visages derrière les grands capitaines. Dans leur film de 1996, *Le sort de l'Amérique*, Jacques Godbout et René-Daniel Dubois vont à la rencontre des descendants des deux généraux morts sur le terrain. Ils rencontrent Andrew Wolfe-Burroughs, journaliste à la BBC, jouant dans un groupe rock, qui reçoit les deux cinéastes avec amusement, leur montrant le portrait de son ancêtre au mur de son salon, mais sans s'estimer tellement concerné par cette histoire. Sympathique, il est vraiment notre contemporain. Dans le sud de la France, nos deux compères retrouvent le baron Georges Savarin de Marestan, descendant de Montcalm, qui, dans la dèche malgré son nom aristocratique, restaure lui-même le château des ancêtres. Peu amène, il tient des propos d'extrême droite et représente une France surannée, comme figée à l'époque de son illustre aïeul. Deux visages d'aujourd'hui qui font lien. Mais j'avais donc tout à apprendre du Québec, tout à découvrir et, des découvertes, il y en eut beaucoup et de toute espèce.

La découverte surprenante au premier abord que le fait d'être une « Française » était bien plus grave qu'être une « Anglaise ». Je ne faisais pas partie du paysage, et il m'a fallu longtemps pour comprendre que, si les Québécois aimaient la France, nombre d'entre eux détestaient les Français concrets. Que ce soit les vieilles animosités des « quelques arpents de neige », la mémoire de ces légions de prêtres débarqués au lendemain de la séparation de l'Église et de l'État en 1905, et qui, arrogants et méprisants, avaient pris les places de

ce qui servait alors d'appareil d'éducation, en particulier dans l'enseignement secondaire clérical, ou que ce soit le souvenir laissé par des Français de rencontre, qui, à leur corps défendant, ne laissaient pas de se conduire en terrain conquis, peu importe ! Le résultat était là : « Maudite Française ! » Ce n'étaient pas des vieilleries abandonnées devenues folkloriques. C'est au Québec que je suis vraiment devenue « Française », que cette « identité » m'a collé à la peau du matin au soir, dès que j'ouvrais la bouche, que ce soit pour donner mon itinéraire à un chauffeur de taxi, pour acheter des billets de métro, ou commander un *expresso* dans un café. J'étais devenue une « minorité audible ». Pendant trente-cinq ans, je n'ai guère entendu un mot aimable à l'égard de la France ou des Français, que ce soit à la radio, à la télévision, à l'université ou ailleurs.

La découverte ensuite que la langue commune était un leurre. Le fait de partager un code linguistique commun, le français, s'il assure la communication minimale quotidienne, s'il permet la conversation, ne crée aucune complicité, aucun rapprochement. Je me suis toujours sentie immédiatement chez moi à New York, et pourtant, je m'exprime en anglais avec un accent français qui ne laisse aucun doute sur « d'où je viens ». De plain-pied, dès la première minute, je peux m'orienter dans la ville et être complice de ses habitants. Rien de tel ici. On dirait que le fait de ne pas avoir le même accent, de ne pas partager le vernaculaire avec sa prosodie spécifique, de ne pas pouvoir être assignée à la même identité, à la même origine, à la même parlure, que cela suffit à vous mettre à part, à vous retrancher des autres, irrémédiablement.

Il découle de ce malentendu que la langue n'est pas la culture, que le baratin sur le fait que, de façon ontologique, par essence, une langue serait porteuse de valeurs culturelles intrinsèques, valeurs quasi inconscientes auxquelles nul ne pourrait échapper, est une vulgarisation des hypothèses du romantisme allemand. En fait, rien de tel ! Ma culture est française, hexagonale et, que ce soit dans la même langue ou dans une autre, la culture québécoise m'est vite apparue bien différente, très « nord-américaine », souvent irréductible à la mienne. Les sensibilités sont différentes, la façon d'appréhender les choses, les rapports entre les hommes et les femmes, le moment où, au cinéma ou au théâtre, on est amenés à rire par exemple, tout est différent.

Je ne m'attendais pas à me retrouver en exil, sans doute à cause du partage de la même langue. Quelle erreur ! Nous étions en Amérique

du Nord, loin, très loin de l'Europe et de nos anciens parapets. Tout m'était étranger. Comment ! Pas de 1^{er} mai ! Ce 1^{er} mai faisait intimement partie de ma culture. Dès l'âge de six ans, je me retrouvais dans les bataillons en rangs serrés qui défilaient et se rendaient au Père-Lachaise, au mur des Fédérés, drapeaux rouges claquant au vent dont certains dataient de la Commune de Paris, chantant *L'Internationale* à tue-tête. Arrivée au mur des Fédérés, j'y déposais du muguet et des œillets rouges — toujours des œillets rouges —, comme plus tard sur la tombe de Rosa Luxemburg à Berlin. Au Québec, la fête des travailleurs était reléguée en septembre comme aux États-Unis. Pas de 8 mai non plus. Le jour de la capitulation de l'Allemagne nazie, inconnu au bataillon. Je tenais tout particulièrement à cette fête. Le 8 mai 1945, je me trouvais dans les rues de Paris avec ma mère et mon frère. J'avais à la main quatre petits drapeaux (anglais, américain, soviétique et français) que j'agitais avec joie tandis que, de l'autre main, je tentais de venir à bout d'une énorme barbe à papa. Pas de 8 mai ici. Il est vrai qu'en France, Giscard d'Estaing avait supprimé ce jour férié pour ne pas peiner nos « amis allemands » et ne recula pas devant le tollé général. C'est François Mitterrand qui le rétablit dès qu'il fut au pouvoir. Étant à l'étranger, je m'attendais à faire la connaissance d'autres fêtes officielles, nationales ou non, mais je ne m'attendais pas à trouver des doublons partout. J'ai très vite appris que la fameuse Saint-Jean, devenue à partir de 1977 fête nationale, n'était en rien, précisément, une fête nationale qui aurait permis, ne serait-ce qu'un jour par an, de rassembler tous les Québécois. C'était et c'est toujours la fête des indépendantistes, et ce sont des associations souverainistes qui l'organisent. Pourquoi pas ? Mais qu'on ne me demande pas alors de m'identifier à elle. En face, il y avait le 1^{er} juillet, fête du Canada, mais, à Montréal, c'était le jour où les gens déménageaient. C'était bien la fête, mais pas celle qu'on croyait. Il y avait aussi une fête de la Reine, le 24 mai, décrétée après la mort de Victoria, et parallèlement, le même jour au Québec, on fêtait Dollard, et plus tard les Patriotes. Tout ça était un peu exotique, pittoresque. Tout m'était étranger, depuis les fenêtres à guillotine jusqu'aux poignées de portes. L'exil, cela commence souvent par ces détails : la forme des villes, la forme des rues, la taille des voitures, l'architecture, l'odeur de la rue, les couleurs du ciel. On s'y fait !

Parmi les déterminations lourdes, sans doute le fait que je ne suis jamais tout à fait partie. C'est très difficile à expliquer vu qu'on n'a pas encore inventé le don d'ubiquité malgré le développement

frénétique des nouvelles technologies. J'habitais bien au Québec, même si je «rentrais» très souvent à Paris, abonnée à la traversée Montréal-Paris-Montréal, par Air Canada ou Air France, mais j'avais gardé à Paris de nombreuses attaches : ma fille d'abord, qui habitait avec son père après notre divorce, un appartement, mes amitiés, mes relations professionnelles et surtout mon statut universitaire. La France permet à ses fonctionnaires titulaires de l'enseignement supérieur d'être en «détachement administratif». Il s'agit d'une procédure complexe qui autorise le fonctionnaire à faire carrière à l'étranger en gardant son poste en France, son avancement, son «ancienneté», et à réintégrer son poste à sa demande. J'étais donc au Québec essayant de m'y trouver une place, mais j'avais des «arrières» qui me protégeaient. Si les choses ne tournaient pas comme je l'espérais, je pouvais reprendre mon poste à Nanterre, demander qu'on me prépare un emploi du temps pour l'année universitaire suivante, et le tour était joué. Heureuse de refaire ma vie au Québec, mais prête à rentrer à Paris au cas où... Pourtant, je savais que mon départ n'avait rien d'anodin. Je répétais à ma façon le geste que mes parents avaient fait au début des années 1930, quand ils avaient quitté la Pologne avec mon frère et s'étaient installés à Paris. Ce choix les a sauvés. Ils auraient pu être engloutis dans l'horreur de la guerre, mais ils ont survécu alors que les cinquante et quelques membres de la famille restés en Pologne ont tous disparu. J'ai pensé que cette traversée de l'Atlantique me sauvait également, même si c'était sur un mode mineur. Fille d'immigrants à Paris, je devenais une immigrante à Montréal et quittais la sécurité d'un lieu où l'on passe inaperçu : couleur de la peau, langue, accent, pour un autre où rien ne m'était acquis.

Dans le dépaysement, il faut aussi compter avec l'Histoire avec un grand H et, par-dessus tout, la mémoire. On a parlé d'assimilation, d'un rouleau compresseur pour caractériser la façon dont la France organisait l'intégration de ses immigrants, à mon époque. Sans doute ! Mais il ne faut pas se méprendre. Ce fut un grand bonheur. On était Juifs, rescapés, survivants, tentant de devenir, par l'école, par la langue, par la culture, par le réseau des connaissances et des amitiés, par la radio, bientôt la télévision, essayant, disais-je, de devenir des Français. Car pour nous, être Français, c'était adhérer aux valeurs de la République. Aucun pays au monde ne pouvait rivaliser avec l'universalisme français. La France était ce pays-là. On ne posait pas, on ne posait jamais, le problème de l'origine. L'intégration se faisait par

l'école républicaine, école laïque, à l'époque radieuse, sans les problèmes qu'elle connaît depuis une trentaine d'années. Qui était passé par ce moule, qui avait été formé par ces lectures, ces récitations, ces dictées, ces grands auteurs « panthéonisés », ces cours obligatoires d'instruction civique, d'histoire, ces mythes : l'hexagone parfait, le climat tempéré, la disposition harmonieuse des plaines et des montagnes, la Seine qui prend sa source sur le plateau de Langres et la Loire au mont Gerbier-de-Jonc, avait son bâton de maréchal, ses galons de normalien, d'agrégé de l'université ou de ministre dans sa gibecière. À l'époque, nous n'avions pas lu les textes savants de Pierre Bourdieu, nous ne connaissions rien des *Héritiers* ou de *La reproduction*, nous étions spontanément dans le discours de la promotion sociale, possible pour tous. Née dans un milieu d'immigrants juifs polonais ayant miraculeusement survécu au génocide durant la Seconde Guerre mondiale, j'eus la chance de fréquenter un grand lycée parisien, d'entrer à l'École normale supérieure, de réussir également le concours de l'agrégation d'histoire, de passer une thèse de doctorat de troisième cycle, puis une thèse de doctorat d'État, d'être professeur dans un lycée, puis de devenir assistante à l'Université de Nanterre, qui deviendra après 68 l'Université de Paris-X et qui s'appelle aujourd'hui l'Université de Paris Ouest Nanterre la Défense, alors que mon milieu d'origine, précisément, ne me destinait qu'à un mariage précoce, des tâches de secrétariat, secondant un mari dans un commerce quelconque, qu'à devenir une mère de famille relativement effacée. Quand j'y pense !

Mon adolescence s'est faite sous les auspices de grands combats aux lignes simples : la droite, la gauche, les colonialistes, les anticolonialistes et, moi, j'étais à l'extrême gauche. Les combats contre le colonialisme français en Indochine, puis en Algérie font partie de moi. Manifestations, tracts, journaux clandestins ont rythmé ma jeunesse. Mais les choix étaient simples, clairs. Même la guerre des Six Jours de 1967 n'a pas troublé cette distribution des camps, le mien, celui d'en face. La politique israélienne était, à mes yeux, le prolongement de celle de l'impérialisme américain, sa pointe extrême au Moyen-Orient, et ne méritait pas qu'on la défende... Mais alors, dans un tel contexte de l'extrême gauche française des années 1960, que représentait la judéité ? Difficile à dire ! Pourtant c'était là, très présent, mais peut-être en creux. Mes parents avaient veillé à ce que, dans le contexte assimilationniste de la France, la culture juive yiddish laïque ne se perde pas, m'avaient envoyée, dans l'immédiat après-guerre, à deux

«patronages» yiddish, celui des bundistes (des socialistes), celui des communistes. Je fréquentais les deux. Dans ces écoles du dimanche, si l'on veut, on apprenait la langue, sa grammaire, sa syntaxe, sa littérature en particulier, son théâtre. Nous étions toutes, mes copines et moi, de langue maternelle yiddish, mais c'était une langue orale, parlée. Le patronage nous apprenait réellement, sérieusement, les bases de la langue écrite. Nous menions de grandes discussions sur ce que signifiait le fait d'être Juif laïque, sans rites et sans religion, mais avec une connaissance des textes bibliques comme culture générale. Au sortir de la guerre, nous parlions beaucoup des persécutions, du fascisme, du communisme, de l'engagement, de notre devenir minoritaire, mais aussi de notre place comme citoyens français. Sans pouvoir le théoriser, ni même le formuler dans les cadres intellectuels de l'époque, nous expérimentions la double identité, la multiplicité culturelle, tantôt avec bonheur et le sentiment d'un «plus» par rapport aux autres, tantôt dans la difficulté existentielle, dans la difficulté de se savoir à part, marqués par le destin, d'avoir dû porter l'étoile pour les plus âgés d'entre nous (d'après le décret de Pétain, les enfants de plus de six ans devaient porter l'étoile jaune, tout comme les adultes — j'étais trop jeune pour cette humiliation, en revanche mon frère, de dix ans mon aîné, fut obligé de le faire).

Ce bonheur de l'assimilation entraînait une distribution des langues et de leur hiérarchie. Le français était la langue de la socialisation, celle de l'entrée dans la «grande culture», celle, radieuse, de tous les possibles. Le yiddish était la langue du clan, du groupe identitaire, il nous collait à la peau et avait été la langue que nous parlions à voix basse pendant la guerre pour ne pas nous faire remarquer, une langue secrète qui ne devait pas sortir de la maison. C'est bien plus tard que les problèmes ont surgi, tout autrement, au moment même où j'arrivais au Québec.

D'une part, les identités politiques se sont brouillées. Longtemps avant la publication de *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne, nous savions que le socialisme, à l'Est, ne ressemblait en rien à son concept. En fait, il était déjà mort. Depuis 1956 (à seize ans), où j'avais vu, lors du XX^e congrès du PCUS, mon père pleurer, lui, le militant stalinien de la première heure, le militant qui avait organisé des Premier Mai clandestins à Varsovie dans les années 1920, qui avait fait de la prison, lui, qui prenait tous les risques, on lui disait que son chef, son Dieu, n'était qu'un criminel, ayant, par le «culte de la personnalité» et l'arbitraire, fourvoyé le pays du socialisme et entaché

à jamais le nom de « socialisme » ! Il ne devait pas s'en relever. Moi, sa fille, je savais. Cela ne m'avait pas empêché de devenir une militante à mon tour, mais avec recul. Je me disais qu'un jour, ces pays socialistes le deviendraient vraiment, qu'il fallait travailler à cela, en les critiquant, mais sans chercher à les détruire. La tâche s'est avérée impossible, surhumaine, aussi bien pour les militants obscurs que nous étions que pour un Gorbatchev désarmé devant le torrent qu'il avait lui-même contribué à créer.

Au milieu des années 1970, je voulais quitter ce que Philippe Solers a appelé la « France moisie », pour me ressourcer dans cette vaste Amérique, terre de tous les recommencements. Nos identités avaient changé, pas seulement nos repères politiques. Française ? Certes, mais, peu à peu, quelque chose s'était brisé dans cette belle et ronde appartenance. La France me semblait de plus en plus faillir à ses idéaux. Nous avions sans doute été trop aveuglés par le mythe républicain. Les propos sur « la patrie des droits de l'homme » finissaient par devenir des mots creux, vides, et il était facile de prendre la France en défaut. Plus tard, la Cour européenne aura plus d'une fois l'occasion de rappeler la France à ses devoirs élémentaires et la condamnerait pour telle ou telle entorse au droit. Devenir Canadienne, acquérir la double nationalité, fut une joie sans mélange. Montréal incarna pour moi un véritable nouveau départ, l'énigme du Nouveau Monde, la porte de l'Amérique, *the American dream* en français, un sol qui n'a pas connu la guerre, l'occupation, la persécution. Il est difficile d'exprimer véritablement ce que Montréal représente pour moi : être à l'abri, totalement à l'abri, le refuge. Et c'est là que le nationalisme interfère. Il vient ternir cette image du refuge, relance une machinerie paranoïaque en réveillant un imaginaire de la persécution, qui, elle, fut bien réelle au temps de mon enfance.

Mes premiers pas à Montréal ont été faits dans la communauté anglophone, chez les intellectuels de l'ouest de la ville, tous anglophones, anciens de McGill. Il serait hors de propos de m'en expliquer ici. Question de hasard des rencontres sans doute, cela relève de l'autobiographie. De plus, dès que je suis arrivée, je suis allée à New York, à l'invitation d'un historien qui connaissait mon travail et qui, amoureux de sa ville, se proposait de me la faire découvrir. En ce temps-là, le World Trade Center venait d'être construit et n'était pas encore ouvert au public. Je suis tout simplement tombée amoureuse de New York, littéralement. On peut tomber amoureux d'une ville comme d'un être humain. Le résultat est le même, cela vous

prend aux tripes. C'est un mal, un bonheur et une douleur contre lesquels il n'y a pas de remède. Un amour fou ! Je me suis fait haïr pour avoir dit ou écrit qu'une des plus grandes vertus de Montréal était d'être toute proche de New York : à peine une heure d'avion, sept ou huit heures de voiture. Cela n'enlevait rien à Montréal, à son charme, à sa qualité de vie ! Mais, New York, c'était une passion qui ne s'est jamais démentie depuis. Cela impliquait une maîtrise aussi rapide que possible de la langue anglaise, de la littérature et du cinéma américains.

Au temps de ma jeunesse, tous ces militants dont j'étais n'étaient en rien schizophrènes, comme on a voulu nous le faire croire. Nous étions amoureux de la culture américaine, follement amoureux d'Elvis, du rock, des romans policiers, des films noirs, des thrillers, des premiers *road movies*, de Joan Baez et de Bob Dylan, des *peace and love*, de ceux qui fumaient du pot aux recoins obscurs des rues de Little Italy. Nous avions tout lu, tout vu au cinéma. Les filles se peignaient comme Veronica Lake, avec une mèche descendant très bas d'un côté du visage... Notre vie d'étudiant, c'était le cinéma du Quartier latin à Paris, le cinéma américain (même si nous aimions aussi les débuts de la Nouvelle Vague française) : le western, les paysages de l'Ouest américain, John Ford, Howard Hawks, Anthony Mann, John Huston, Sam Peckinpah, Fred Zinnemann, Nicholas Ray, Raoul Walsh et d'autres. De l'Arizona à la Californie, du désert du Nevada aux plateaux du Nouveau-Mexique, des canyons de l'Utah aux montagnes du Colorado, du Grand Canyon aux casinos de Las Vegas, de la vallée de la Mort à Monument Valley, de Yuma à Flagstaff, de Santa Fe à El Paso, de San Antonio à Barstow, de Tombstone, où eut lieu le *Règlement de compte à OK Corral*, à Rio Bravo, j'étais partout avec les cow-boys, les shérifs, les bandits de grands chemins, les dévaliseurs de banques, les pilleurs de trains, les dames des *saloons*, les voyageurs de chariots bâchés ou de diligences, et les Indiens avec leurs plumes et leurs flèches en haut des plateaux, attaquant les voyageurs. Il y avait surtout notre fascination pour les grandes villes américaines à l'écran : Chicago, Los Angeles et surtout New York, par-dessus tout New York. Mon royaume pour New York !

Et c'étaient ces mêmes jeunes, tout à leurs romans et à leurs films américains, qui étaient des militants virulents contre la politique américaine, contre les USA, encore dans le maccarthysme ou à peine sortis de cette période et entrés sans crier gare dans la guerre du Viêt-Nam. Quelques dates clés ponctuaient notre prise

de conscience politique par rapport à l'Amérique au sortir de notre enfance : les époux Rosenberg, Mossadegh et la nationalisation du pétrole iranien, Sukarno en Indonésie et les milliers de morts de la répression avec la bénédiction américaine (guerre froide oblige !), la discrimination raciale et la difficulté de la lutte pour les droits civiques, l'horreur de voir arriver cet acteur médiocre et horriblement réactionnaire, gouverneur de Californie, puis président des États-Unis, l'affreux Reagan, et avant lui l'affreux Nixon, heureusement dégommé par les suites du Watergate. Ce serait aussi l'appui sans relâche donné à toutes les dictatures latino-américaines, en particulier au coup d'État de Pinochet⁷. Cette tension-là, je l'avais vécue intensément déjà.

Mais, à mon arrivée à Montréal, malgré ce bagage culturel, je lisais et parlais mal l'anglais, même si je le comprenais. Paradoxalement, ce que le Québec m'aura donné d'abord, c'est l'anglais. Il y a trente ans, je me suis mise sérieusement à cette langue, je suis allée suivre des cours à McGill. En regardant tous les jours la télévision canadienne-anglaise ou les chaînes américaines dès que nous avons eu le câble, en habitant à l'ouest de la ville, en allant fréquemment à New York, en étant très souvent invitée dans les universités américaines : NYU, Harvard, Stanford, Chicago, j'ai eu très vite l'anglais dans l'oreille, et très vite j'ai pu voir les films anglais ou américains dans la langue originale, sans sous-titres. L'anglais est une langue que j'aime, une de *mes* langues. J'enrage de cet accent français que je n'arrive pas à dissiper et j'envie ma petite-fille, qui, élevée à Londres, est parfaitement bilingue. Je me sens bien dans la polyappartenance, dans l'entre-deux, dans la désappropriation de l'origine. Cette polyappartenance, nul mieux qu'Amin Maalouf n'en a parlé. Quand on apprend qu'il est originaire du Liban, que sa langue maternelle est l'arabe, qu'il est devenu citoyen français et qu'il écrit ses livres en français, on lui demande souvent s'il se sent plus Libanais ou plus Français, ou Libano-Français avec un trait d'union, ou moitié Français, moitié Libanais. Il répond :

Pas du tout. L'identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n'ai pas plusieurs identités, j'en

7. Une partie de ces remarques a paru dans un texte plus ample intitulé : « La passion New York : le mal de la ville », *Conjonctures*, n° 43, 2006, p. 11-27.

ai une seule, faite de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un « dosage » particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre⁸.

Difficile Québec !

Quel choc au départ que la rencontre avec le drapeau à fleur de lys, qui, à mes yeux, ne pouvait que symboliser la royauté, la France d'Ancien Régime, puis le combat royaliste contre la République, l'extrême droite, *L'Action française*, et pas simplement une filiation avec la France. Si filiation il y avait, il s'agissait de la France que je détestais, l'autre France contre laquelle la République d'abord, la gauche ensuite n'avaient cessé de lutter. C'était mal parti. Un drapeau adopté le 21 janvier 1948, jour anniversaire de la mort de Louis XVI de surcroît. Tout un programme ! J'ai appris peu à peu à désamantiser ce symbole, mais quel travail sur moi, quelle répulsion au départ, quel refus !

L'histoire peut toujours s'enseigner, et le savoir sur le passé d'une société toujours s'acquérir. Comme historienne, je suis habituée à faire des recherches et à comprendre le passé de multiples sociétés qui au départ me sont étrangères. Je me suis jetée à corps perdu dans l'histoire du Québec à mon arrivée. Je voulais comprendre. J'avais même proposé à un grand éditeur parisien un ouvrage sur les usages du passé dans la presse et les discours politiques au Québec à l'occasion du référendum de 1980. Mais cela n'intéressait personne à l'époque, et j'ai abandonné mon projet sinon ma recherche. Elle m'a passionnée. Si je n'avais pas encore la maîtrise de la notion « d'instrumentalisation » du passé, chère à l'école de Francfort, cette recherche aurait suffi à me la faire inventer. Le passé était mis à toutes les sauces, en permanence. Il était sommé de justifier le présent et de servir de garant à l'avenir. « Madeleine de Verchères aurait-elle dit Oui », comme on pouvait le lire sur une affiche célèbre pendant la campagne électorale du référendum de 1980⁹. Si le savoir historique s'acquiert, en revanche le poids de la mémoire ne s'exporte pas, ne se transmet qu'à ceux qui partagent « charnellement » le même passé. Pour qu'on s'identifie au passé d'un autre peuple, il faut des

8. Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, coll. « Le livre de poche », 1998, p. 8.

9. Lise Bissonnette, dans *La passion du présent*, Montréal, Boréal, 1987, tout en trouvant cette publicité électorale « géniale », ajoute aussitôt, p. 114 : « Au moment où la belle affiche péquiste l'immortalise dans son acte de bravoure près d'un fortin sur le Saint-Laurent, Madeleine de Verchères avait quatorze ans. Elle n'aurait dit ni oui ni non, elle n'aurait pas été recensée en octobre. Elle serait allée faire un tour de patins à roulettes tandis que François Jarret de Verchères, son père, et Marie Perrot, sa mère, seraient peut-être allés dire l'un oui, l'autre non, ou vice versa. On ne le saura jamais. »

conditions exceptionnelles. Elles existaient en France quand j'étais petite fille. Elles ne se rencontrent plus en France aujourd'hui, et c'est, du reste, un des problèmes de la France et de ses immigrés à l'heure actuelle. Ces conditions ne sont pas plus présentes au Québec et ne risquent pas de s'y trouver de si tôt. C'est pourtant ce que de nombreux intellectuels indépendantistes nous demandent. Il ne suffit pas d'être francophone. Il faudrait à la fois s'identifier avec le projet politique nationaliste, avec l'avenir ainsi dessiné, et avec le passé. Vaste programme !

Parmi ces déterminations lourdes, enfin, la judéité. Il a sans doute été plus facile pour des Juifs religieux de s'intégrer au Québec que pour des Juifs français, athées, comme moi, de vrais paradoxes, des « monstres » inclassables pour un pays qui ne connaît pas vraiment la laïcité, et qui distribuait, il y a peu de temps encore, ses enfants, dans les écoles, en fonction de leur religion. Il aura été beaucoup plus facile aussi à des Juifs du Maghreb, où la vie communautaire était très forte, de se sentir parfaitement à l'aise au Québec, en se reconstituant une vie communautaire autour de synagogues, d'écoles religieuses, de centres culturels, de liens relativement forts avec Israël. Rien de tel, dans mon cas. Pas de liens communautaires, une famille décimée par la guerre, pas de rapport à la religion, pas de rapports affectifs privilégiés avec Israël, tant s'en faut !

Or, le nationalisme, pour moi, réveille des démons, il signale immédiatement un danger. Toute mon œuvre est sortie de la guerre, du fait d'avoir été vouée à la mort par le nazisme et le régime de Vichy. Même si je sais qu'il n'y a rien de commun entre mes souvenirs et ce que je vis ici, le mot *nationalisme* fait tilt, je n'y peux rien. Que les nationalismes ne se ressemblent pas, qu'on ne puisse comparer, rien n'y fait. C'est sans doute cela, le traumatisme. En travaillant sur mon livre *Berlin chantiers*¹⁰, je suis tombée sur l'histoire de ce jeune Juif du Berlin d'aujourd'hui qui a acheté une malle chez un antiquaire, genre malle des Indes, une malle qui s'ouvre verticalement comme une armoire. Il l'a installée dans sa chambre, elle lui sert de décor, mais tous les jours, en la regardant, il se demande ce qu'il emporterait au cas où. Il passe son temps à faire la liste des objets, papiers, habits à ne pas oublier. C'est son garde-fou, sans lequel il ne se sentirait pas en sécurité. Tout immigré a quelque part une malle des

10. Régine Robin, *Berlin chantiers. Essai sur les passés fragiles*, Paris, Stock, 2001, 446 p.

Indes, parfois purement abstraite et lointaine. C'est elle qui informe la plupart de mes textes travaillés par la judéité.

Mais écartons les malentendus. Je n'ai pas trouvé le Québec plus antisémite que la France. Je n'ai jamais été victime ici de propos véritablement antisémites. Tout au plus pourrait-on dire que l'antisémitisme ici est naïf, au premier degré. En France, à cause de la mémoire collective : l'affaire Dreyfus, le régime de Pétain, à cause de l'extrême droite et de son histoire, l'antisémitisme est soit totalement assumé et haineux, soit honteux, sourd, hypocrite. Ici, rien de tel. On vous dira, en toute innocence, que les Juifs sont tous riches, tous anglophones, des « Anglais », sans aucun discours au second degré, sans aucune gêne. Cela peut surprendre au début, mais, comme pour le reste, l'histoire explique ceci et cela. Précisément l'histoire...

Dès que je suis arrivée, j'ai tout de suite senti que je n'embarquerais jamais dans le mouvement nationaliste. Pourtant, autour de moi, tout le monde l'était, l'avait été ou le serait. Tous les syndicats l'étaient de même que la gauche en général. Ils se pensaient tous comme mouvement de libération nationale, comme tiers-mondistes, inspirés par le *Portrait du colonisé* d'Albert Memmi et les *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières. Puisque j'avais été solidaire de la lutte du peuple algérien dans ma jeunesse, des mouvements de décolonisation, pourquoi avais-je tant de réticence à l'égard de ces Québécois qui, à leur tour, visaient à s'émanciper ? En 1974, on n'était pas très loin de 1970, de la Loi sur les mesures de guerre et des souvenirs du FLQ. Un certain nombre de felquistes avaient fui à Cuba, comme d'autres, de la Fraction armée rouge, en Allemagne, s'étaient réfugiés en RDA. Dans ce monde de guerre froide, n'étaient-ils pas du côté d'un socialisme, même dévoyé ?

On m'expliquait encore et toujours que je ne devais pas être victime de la rhétorique, que leur projet, plus que nationaliste, était « nationalitaire ». Ils avaient d'abord vécu dans le cadre d'un nationalisme de la survivance, de la peur, du repli sur soi, dominés par un clergé réactionnaire, contre-révolutionnaire, catholique ultramontain et fidèle à la vieille France royale d'avant la Révolution. Puis, à partir des années 1960, de la Révolution tranquille, ils étaient passés à un nouveau nationalisme, ouvert, progressiste, émancipateur. Ce pourquoi ils s'étaient donné une nouvelle identité. Non plus des Canadiens français, mais des Québécois, avec une assise territoriale et un projet politique offensif mais inclusif. Soit ! Encore que je me demandais comment, du jour au lendemain, cette métamorphose avait pu avoir

lieu, à tout le moins sur le plan rhétorique, celui de l'argumentation, des mots. Et comment avaient-ils assumé, puisque nationalisme il y avait, leurs penseurs d'extrême droite, tous ceux qui, de *L'Action française* à *L'Action nationale*, avaient conspué la Révolution française jusqu'à se choisir un drapeau à fleurs de lys alors que l'Acadie avait tenu au tricolore en affirmant, par l'étoile de Marie, sa spécificité? Comment avaient-ils accepté ces « maîtres » admirateurs de Mussolini, de Franco, de Salazar, éperdument pétainistes, adeptes de « la révolution nationale »? De ces « maîtres » dont certains n'avaient pas hésité à cacher, à abriter, à défendre des hommes que la France de la Libération avait condamnés à mort par contumace du fait de leur collaboration criminelle? Comment articulaient-ils leur tiers-mondisme, voire leur socialisme, avec ces penseurs antisémites, profondément réactionnaires, suintant le maurrassisme à longueur de page? Comment, en un mot, avaient-ils analysé cet héritage? On ne choisit jamais ce dont on hérite, cela vous tombe dessus. Mais, à tout le moins, on peut en faire l'inventaire, le tri, savoir de quoi on veut hériter précisément, et ce qu'on veut rejeter. Comment s'y étaient-ils pris? Certains avaient fui, comme les automatistes du *Refus global*, en 1948. Le *Refus global*, texte magnifique que je découvrais à mon arrivée :

Un petit peuple serré de près aux soutanes restées les seules dépositaires de la foi, du savoir, de la vérité et de la richesse nationale. Tenu à l'écart de l'évolution universelle de la pensée pleine de risques et de dangers, éduqué sans mauvaise volonté, mais sans contrôle, dans le faux jugement des grands faits de l'histoire quand l'ignorance complète est impraticable¹¹.

C'était une issue en 1948, celle de partir, comme de devenir fou au temps de Nelligan. Ce que je voyais autour de moi, c'étaient des intellectuels fiers de leur identité québécoise, heureux d'une nouvelle espérance, ne s'intéressant absolument pas au Canada, détestant Trudeau comme le « colonisé », le « centralisateur », un homme qui avait été totalement insensible au Québec, ne le comprenant pas. Moi, je trouvais que Trudeau avait plutôt du panache, et il me semblait remarquablement intelligent. Apparemment, je n'avais pas l'air de comprendre le Québec, moi non plus. Quand il est mort, bien plus

11. *Refus global*, signé par Paul-Émile Borduas et d'autres signataires du mouvement artistique automatiste, 1948, dans Paul-Émile Borduas, *Refus global et autres textes*, Montréal, Typo, 1990, p. 65.

tard, je suis allée chez le premier fleuriste rencontré, ai acheté une rose et suis allée lui rendre hommage à l'hôtel de ville. Apparemment, il y avait beaucoup d'« aliénés » et de « colonisés » dans mon genre.

Une figure symbolique semblait émerger, point nodal de mes interrogations et fixations : Lionel Groulx. J'avais lu *L'appel de la race*¹², et cela avait suffi à me faire reculer d'horreur. Qu'en faisaient-ils, muni d'un pavillon de l'Université de Montréal et d'une station de métro à son nom ? Pour moi, il resterait celui qui avait écrit : « Entre un royaliste et nous, il n'y a que l'océan et cela se passe ; entre nous et un républicain, il y a la mer de 1789 et cela ne se passe pas¹³. » Qu'en faisaient-ils ? Rien ! Pourquoi avoir érigé la statue de Duplessis devant le parlement à Québec ? Faisait-elle partie du « patrimoine » comme le crucifix de l'Assemblée nationale ? Pourquoi ne pas avoir donné au pavillon de l'université le nom de Jean-Charles Harvey, écrivain libéral, excommunié, mort oublié, ou celui d'Albert de Saint-Martin, ce militant ouvrier socialiste, laïque, fondateur de « l'université ouvrière » saccagée par les étudiants de l'Université de Montréal ? Il méritait autre chose que l'abandon et l'oubli dans lequel il a sombré¹⁴. C'est Sidney Sarkin, dans ses *Mémoires*, qui me l'a fait connaître. Il s'agit pour lui d'un personnage pittoresque qu'il n'a jamais oublié.

Les causeries et les conférences de Saint-Martin, sa problématique générale relevait d'un syncrétisme anarcho-syndicaliste. Il fut tout excité par la révolution russe. Il disait que les ouvriers russes avaient montré comment il fallait arracher le pouvoir aux capitalistes et aux impérialistes. Les jours de 1^{er} Mai, Saint-Martin et ses disciples étaient très actifs. Ils arrivaient avec une petite fanfare constituée de membres du Hall de la rue Prince-Arthur, et rejoignaient le groupe d'ouvriers en vue de la manifestation et de la parade vers le Champ-de-Mars. Leur arrivée était le signal du début de la manifestation. Leur fanfare donnait l'impression qu'on avait affaire aux *klezmorim* bien connus d'autrefois¹⁵.

Et pourquoi avoir laissé Norman Bethune aux « Anglais » et tous les militants juifs fondateurs des syndicats du textile comme Sidney

12. Lionel Groulx, *L'appel de la race*, 4^e édition, Montréal, Granger Frères, 1943, 251 p.

13. Lionel Groulx, citation de 1927, dans Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1896-1929*, Montréal, Fides, 2004, p. 189.

14. Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 290 p.

15. Sidney Sarkin, *Mémoires*, publiés en yiddish en 1973, à Vancouver, aux Éditions Wochensblatt. J'ai traduit ces *Mémoires* en français, qui, pour le moment, restent inédits.

Sarkin, jetés dans le néant parce que juifs et communistes dans les années 1930, et parce que de langue yiddish et anglaise ensuite ? Et ces peintres juifs de la modernité urbaine comme Louis Muhlstock, Jack Bender, Harry Mayerovitch, pourquoi a-t-il fallu attendre qu'Esther Trépanier, à la fin des années 1980, les révèle au grand public ? Et l'Institut canadien de Montréal si finement analysé par Yvan Lamonde¹⁶ ? Cette tradition libérale, ouverte, héritière des Lumières, laminée par le clergé, méritait également de figurer dans l'héritage. Comment se fait-il qu'il m'ait fallu tant de temps pour en découvrir l'existence ? Pourtant, j'étais à l'affût. Encore une fois, il ne s'agit pas de réécrire l'histoire. L'héritage est ce qu'il est, et on ne choisit pas son terrain. Mais, précisément, parmi les éléments dont on hérite, certains qui ne faisaient pas l'objet du grand discours hégémonique sur le passé auraient pu être mis en avant. Cette prévalence des filiations cléricales et réactionnaires, même si on écrivait et répétait partout qu'on était en rupture avec elles, constituait le début d'une grande équivoque. Car on répétait partout qu'on avait rompu avec ce passé « honteux », qu'on se voulait autre, résolument moderne. Cette rupture était authentiquement existentielle, idéologique, mais on n'arrivait pas à rompre avec les figures fondamentales de la filiation. On ne parlait pas de « nationalisme » pour rien.

Il est parfois difficile de faire la différence entre les mouvements de libération nationale, les mouvements d'affirmation nationale, le patriotisme et le nationalisme, mais à coup sûr le noyau identitaire, l'organicité de l'épaisseur culturelle, le fétichisme de l'identité et de la langue, sa substantialisation, sa fixité — « ce que nous sommes, ce que nous voulons rester » — forment clivage. Il y a dans le nationalisme un socle discursif autour de l'identité repérable entre tous. Je me souviens d'avoir vu à la télévision une jeune fille à qui on faisait le reproche de ne pas se sentir assez Québécoise. Elle répondit : « Je suis Québécoise, mais je suis blonde aussi... » En attendant que les blondes l'emportent définitivement dans la hiérarchie identitaire de la multiplicité culturelle, je me tiens sur mes gardes. Pourtant, je me dis que, malgré tout, j'ai bien fait, contrairement au personnage de *La Québécoise*, de rester dans un pays où il fait bon vivre, même

16. Yvan Lamonde, *Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Fides, 1995, 285 p. ; Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, Montréal, Fides, 2000, 572 p. ; Yvan Lamonde, « Une tradition de tolérance et de résistance », dans Stéphan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir. éd.), *Du tricoté serré au métissé serré ? La culture publique commune au Québec en débats*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 45-60.

dans la dissonance perpétuelle, que le peuple ici vient toujours à bout de ses élites, que c'est le discours social qui est détestable, mais pas du tout les conversations avec les étudiants, les commerçants, les voisins ou les chauffeurs de taxi, que, dès qu'on est sorti du Québec imaginaire que se construisent ceux qui vivent en dehors du réel, et qui rêvent de se construire un mur du Québec comme il y avait un mur de Berlin, un rempart francophone antianglais, dès qu'on sort de cette constellation discursive, Montréal l'hybride, Montréal la plurielle, la mosaïque, la *patchwork*, Montréal l'inachevée est certainement un lieu que je me suis approprié, un de ces espaces postmodernes (rien de plus antinationaliste que ces espaces postmodernes), pas tout à fait américains, mais pas européens non plus, où la dissonance (j'emprunte ce terme à Jocelyn Létourneau) finit par être vivable. Une dissonance inquiète cependant. S'installer dans l'interstice entre des rêves de révolution à jamais engloutis et les sortilèges de l'Amérique, une dissonance en éveil, sur ses gardes, mais aussi en attente, prête à accueillir tout frémissement qui sortirait du ronron identitaire habituel. Car ce coin de pays s'est mis progressivement à exister. Ce n'était pas seulement le charme de Montréal ou le rapport quotidien avec mes étudiants, dont certains sont devenus des amis avec le temps, ce n'était pas seulement les amis et chercheurs québécois qui m'ont accueillie lors de mon arrivée, c'était autre chose. On commençait simplement à l'aimer, ce Québec si difficile. Au marché, on avait une propension à choisir les produits locaux : les bleuets du Lac-Saint-Jean, l'agneau de Charlevoix, les fromages de Montérégie, les tomates des Cantons-de-l'Est, les crevettes de Matane. On aimait les écrivains, les poètes, les metteurs en scène de théâtre, les cinéastes québécois, dont on s'apercevait soudain qu'ils avaient autrefois joué un rôle de premier plan dans le cinéma-vérité. Quand les amis parisiens vous « attrapaient » à utiliser une expression québécoise, on l'assumait avec bonheur. On se surprenait à regarder des matchs de hockey à la télévision et à vibrer quand le Canadien marquait un but. On aurait bien voulu qu'il se rendît jusqu'à la coupe Stanley. À l'étranger, certaines émissions de Radio-Canada, du matin ou du soir, vous manquaient. Elles avaient fini par faire partie de vous-mêmes. On s'était passionné pour les chansons de la Bolduc et une plus vieille encore : « Un Canadien errant, banni de ses foyers / Parcourait en pleurant des pays étrangers. » Oui, on aimait ce coin d'Amérique du Nord, si singulier, ses ciels et sa lumière. Et puis, il y avait tant de personnages, tant d'êtres, tant de lieux auxquels j'aurais pu

m'identifier, s'ils ne s'étaient trouvés pris dans ce discours hégémonique qui m'empêchait d'avoir accès à eux. Il y avait ce personnage de l'étranger dans *Le survenant* de Germaine Guèvremont dans lequel je voyais le travail de l'altérité, de nombreux autres romans, surtout contemporains, qui me faisaient sentir le mystère et la complexité de vies obscures. Il y avait la découverte émerveillée de Robert Charlebois, de Pauline Julien et de Beau Dommage, comme plus tard de Richard Desjardins. Il y avait ces femmes religieuses arrivées ici qui s'étaient dévouées, avaient ouvert des écoles, s'étaient totalement investies loin de leur terre natale, puis toutes ces femmes qui, durant plusieurs générations, avaient enfanté jusqu'à ce qu'elles meurent en couches, anonymes, dont on devinait le courage et la souffrance muette ainsi que les joies du quotidien. Il y avait, à mon arrivée au Québec, ma perplexité, mon admiration pour la liberté des femmes ici. Je l'avais mentionné dans un passage de *La Québécoise*, quelques années plus tard.

Les femmes, ici, avaient un air de liberté inconnu de toi, un autre rapport à leur corps. Elles ne se croyaient pas obligées de ressembler à des gravures de mode. Jeunes ou vieilles, belles ou laides, élégantes ou vêtues sans recherche, elles semblaient dire aux hommes, dans le métro, dans le bus, le long des grandes artères, à la sortie des magasins ou des bureaux : « C'est comme ça. Si ça ne te plaît pas, va te faire foutre¹⁷. »

Il y avait eu tous ces coureurs de bois d'autrefois, bravant le froid, sans doute munis d'une solide santé, qui avaient sillonné les pistes, les forêts, les rivières et les rapides d'une nature sauvage et grandiose, et qui avaient sympathisé avec les « Sauvages ». Il y avait ces ouvriers et ouvrières des manufactures, des ateliers de textile, même pas au salaire minimum (notion longtemps inconnue), surexploités parce que pauvres, Juifs, Irlandais ou Canadiens français, ces ouvriers militants écrasés par l'obscurantisme des lois répressives. Et puis, plus près de moi, ces nombreux étudiants qui continuaient à « trimballer » malgré eux ce « né pour un petit pain » qui les empêchait de voir plus loin, de s'inscrire en maîtrise ou au doctorat. J'en ai secoué plus d'un. Il y avait un monde multiple de figures populaires qui me passionnaient, desquelles je me sentais proche, avec lesquelles j'aurais pu m'identifier si elles n'avaient été confisquées

17. Régine Robin, *La Québécoise*, Montréal, XYZ, 1993 [Québec Amérique, 1983], p. 138-139.

par un récit déjà là, une saga déjà racontée, compacte, sans blanc et sans interstice, qui ne me faisait aucune place.

Pourtant, depuis le début, un autre « nous », radicalement différent, se frayait son chemin au fur et à mesure que le projet moderniste se précisait et se développait, à mesure que les chartes des droits et libertés s'affirmaient comme principe régulateur, à mesure que le Québec prenait conscience de sa pluralité culturelle. On le voit dans ce texte qui balise plus de trente-cinq ans de présence au Québec, je suis à la recherche d'un « nous » véritablement habitable. J'ai cru le trouver à certains moments, et il m'a fait rêver. C'était à nouveau l'Amérique des recommencements. Et puis, il a disparu de l'horizon. J'ai eu l'impression de vivre un éternel retour.

J'aurais aimé avoir une ou un ami intime, québécois bien sûr, avec lequel ou laquelle j'aurais pu parler du Québec tout à loisir. Il (elle) m'aurait expliqué ce que manifestement je n'ai pas compris et, moi, j'aurais pu, à travers toutes ces années, remettre en question ses postulats identitaires vécus et pensés comme évidents. Il (elle) m'aurait obligée à nuancer mes jugements, et je l'aurais peut-être amené(e) à penser l'entre-deux, l'interstice, le jeu d'une identité ne craignant ni l'entame ni l'indétermination. J'aurais aimé... Mais cette grâce ne me fut pas donnée.

Assise à mon bureau avec cette grosse neige au dehors, je scrute le ciel. Une chanson de Rina Ketty que fredonnait ma mère pendant la guerre me revient : « J'attendrai. J'attendrai le jour et la nuit, j'attendrai toujours, ton retour... » Quelque chose me dit qu'il faudrait que je m'active pour contribuer à le faire advenir, ce « nous » auquel je tiens. C'est vrai, mais « chu » fatiguée.

Faire peut-être comme ce personnage de *La Brûlerie*, roman d'Émile Ollivier, écrivain haïtien montréalais trop tôt disparu et visage sympathique que je rencontrais toujours avec bonheur. Le personnage principal passe son temps à traîner à la terrasse du café La Brûlerie sur Côte-des-Neiges, ou au fond du café, bien au chaud en hiver. Il se demande constamment s'il doit attendre « le grand jour » qui le ramènera à Port-au-Prince, ou s'il restera à Montréal. Il y fait la connaissance d'un drôle de personnage, un Québécois de souche, Homère Tremblay devenu Dionysos d'Acapulco, qui médite sur sa condition :

Il aurait aimé connaître l'exil et cette hauteur du regard de ceux qui ne viennent de nulle part, ou de si loin que c'est pareil. Il se serait aimé étrange,

différent, originaire d'une terre brûlée, abolie, d'un peuple persécuté, d'une carte défaite. Il aurait voulu venir des Balkans ou être juif, ou avoir des parents devenus américains lors de la révolution industrielle. En lieu et place, il avait trouvé la forêt, et comme un diable dans un bénitier, sema la hache dans la chair des bouleaux et des peupliers, traversa un monde de charrues qui retournaient sempiternellement la terre pour la remettre à neuf. Et puis un beau jour, il avait accosté à Montréal et fixé ses amarres à Côte-des-Neiges. J'aime au Québec la façon dont l'Histoire, ici, ne se déchaîne pas, dit-il pour se consoler¹⁸.

18. Émile Ollivier, *La Brûlerie*, Montréal, Boréal, 2004, p. 113-114.